

SOMMAIRE

LA PRÉVENTION VIA LES TRAITEMENTS ? Par DIDIER LESTRADE Illustration CHRISTOPHE HAMAIDE-PIERSON p. 152

BRÈVES MÉDICALES Par EMMANUELLE COSSE, FABIEN LAVIE et DIDIER LESTRADE p. 154

INTERVIEW: Hugues Fisher Par DIDIER LESTRADE p. 158

La prévention via les traitements ?

ALORS QUE L'ÉPIDÉMIE CONTINUE DE PROGRESSER DRAMATIQUEMENT, IL DEVIENT VITAL D'EXPLORER DE NOUVELLES PISTES POUR LIMITER LA PANDÉMIE. PARMİ ELLES, CELLE, POLÉMIQUE, DE LA PRISE D'UN TRAITEMENT COMME NOUVEL OUTIL DE PRÉVENTION. UN ENJEU DE TAILLE POUR LES ASSOCIATIONS.

À la dernière Conférence internationale sur le sida, à Bangkok, les associations ont obtenu l'arrêt d'un essai thérapeutique dont elles dénonçaient le manque d'éthique. Cette étude, menée auprès de prostituées au Cambodge et dans plusieurs pays d'Afrique, visait à déterminer si la seule prise de Viread pouvait réduire, voire empêcher, la contamination par le VIH. Viread fait partie des antirétroviraux les plus utilisés dans les multithérapies. Globalement bien toléré, il est l'un des fleurons du petit laboratoire pharmaceutique Gilead. Dans des études sur le singe, Viread sous forme intraveineuse permet d'empêcher à 100 % la contamination par le VIH. Reste à prouver son efficacité sur l'homme... Sur les 960 prostituées cambodgiennes qui participaient à l'étude, la moitié avait accès à Viread, l'autre

«LES DROITS INDIVIDUELS OPPOSÉS AU BIEN GÉNÉRAL, C'EST LA QUESTION QUI SOUS-TEND LES ESSAIS THÉRAPEUTIQUES. IL EN SERA TOUJOURS AINSI.»

moitié à un placebo. À la fin de l'essai, prévue en 2005, on aurait comparé le nombre de contaminations dans les deux bras de l'étude. Au Cambodge, l'accès aux traitements est encore très limité,

alors même que le pays vit sous la pression d'un taux d'infections de 2,6 % chez les adultes, niveau le plus élevé en Asie du Sud-Est. Les autorités locales sont donc confrontées à un dilemme: doit-on proposer un produit qui n'a jamais été testé, plutôt que de ne rien proposer du tout ? Les associations de malades ont des raisons de s'insurger contre les essais comportant un bras placebo. L'essai de Bactrim, par exemple, qu'Act Up-Paris a combattu avec succès, et qui posait la question de son intérêt en Afrique, n'avait aucun sens: sachant que Bactrim protégeait de nombreuses infections opportunistes, il n'y avait pas de doute quant à son bénéfice pour les populations africaines. En revanche, le premier essai américain sur la réduction de la transmission

du VIH de la mère à l'enfant, en 1992, qui a également provoqué la colère des activistes, posait la question fondamentale de l'efficacité du traitement antirétroviral destiné à réduire les risques de transmission materno-fœtale. Aujourd'hui, on s'accorde à dire que cette étude a démontré la nécessité d'un recours à un traitement avant la naissance. Mais était-il éthique de conduire cet essai avec un bras placebo ? Le bénéfice pour la recherche est-il plus important que le risque de contamination encouru par les participants à un essai de ce type ?

UNE RECHERCHE CONTROVERSÉE

La vice-présidente de l'amfAR, Judy Auerbach, déclare: «À ce stade de l'épidémie, c'est l'une des clés de la prévention du VIH. Une réponse positive à cette question pourrait avoir de nombreux bénéfices.» Melanie Thompson, de l'Aids Research Consortium d'Atlanta, ajoute que «toute efficacité prouvée, aussi réduite soit-elle, aurait des répercussions dans le monde entier». «Les droits individuels opposés au bien général, c'est la question qui sous-tend les essais thérapeutiques. Il en sera toujours ainsi», admet Helen Gaye, responsable de la prévention à la fondation de Bill et Melinda Gates, qui sponsorisait notamment l'essai cambodgien, mené par les National Institutes of Health américains, le Center for Diseases Control d'Atlanta, l'université de San Francisco et celle de New South Wales, en Australie. L'essai prévoyait que soit versé aux prostituées un dédommagement forfaitaire de 3 dollars par mois pour leurs déplacements. Elles auraient bénéficié de conseils personnalisés sur le safe sex, de capotes et de tests de dépistage mensuels, puisqu'il s'agissait de voir si elles étaient contaminées ou non. Si l'essai s'était révélé concluant, toutes les participantes se seraient vu administrer gratuitement le traitement par Viread pendant deux ans. Mais, en mars dernier, 150 prostituées, dont certaines appartenant au groupe de défense des prostituées Women Network for Unity, sont entrées en dissidence. Outre des préservatifs féminins, elles ont exigé de bénéficier d'un traitement contre le sida pendant trente ans si elles étaient contaminées. «Bien sûr, nous devrions exiger un traitement à vie, mais nous savons bien que les laboratoires pharmaceutiques ne le donneront pas», déclarait Kiat Ruxrungham, représentant de la Croix-Rouge thaïlandaise, au *Wall Street Journal* le 12 août dernier. Certains militants, comme John S. James, de la revue *Aids Treatment News*, la plus ancienne brochure militante américaine, considèrent que cet